

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich  
gssa@gssa.ch

# GSsA JOURNAL N° 141

NOVEMBRE 2024

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

## La Suisse et les armes nucléaires

Pourquoi adhérer au TIAN si des puissances nucléaires comme les Etats-Unis, la Russie ou le Pakistan s'y opposent ? Face à l'histoire, un monde sans armes nucléaires s'impose. PAGE 3

## Armée et sécurité

Des économies dans le soutien aux crèches et dans la collaboration internationale pour pouvoir dépenser des milliards pour des chars et des canons ? PAGE 4

## Matériel de guerre

Le Conseil fédéral et le Parlement attaquent à répétition la Loi sur le matériel de guerre - quid du droit humain ? PAGE 5

## L'OTAN et le DDPS

Au cours des derniers mois, Viola Amherd a avancé des mesures annonçant un rapprochement implicite à l'OTAN. PAGE 7

# DES ACTIONS ENGAGÉES FACE AU RÉARMEMENT PRONONCÉ !



Chères lectrices,  
Chers lecteurs,

Plutôt 4 francs 50 ou plutôt 7 francs ? Combien vaut votre signature ? Il y a deux mois, tout le monde parlait soudainement des récoltes de signatures rémunérées. Pile au mauvais moment, car depuis début juillet, nous récoltons des signatures en faveur de notre initiative pour une interdiction des armes nucléaires. Le scandale des signatures a-t-il un impact sur notre récolte 100 % bénévole ? Oui et non.

Oui, car la confiance est ébranlée chez certaines personnes, c'est un fait. Puisque les gens ne voient pas si nous sommes bénévoles ou non, nous devons parfois leur expliquer que ce n'est vraiment que la passion qui nous anime à récolter des signatures. Relativisons et notons que de telles discussions sont plutôt rares.

Non, car fondamentalement, ce scandale ne change rien pour nous. Car dès le premier jour, nous avons récolté des signatures de façon bénévole, n'avons jamais envisagé d'être rémunéré-e pour cela ou même d'engager une entreprise pour cela.

Revenons maintenant au travail, qui ne manque pas. Dans ce numéro, vous trouverez des textes passionnants sur la récolte de signatures mentionnée pour notre initiative (p. 2), sur les armes nucléaires (p. 3), sur notre campagne contre le surarmement (p. 2) et sur des conflits internationaux (p.7). Vous trouverez également une version raccourcie du compte-rendu d'une conférence organisée par Le Courrier, à laquelle le GSSa était convié, aux côtés de Ben Cramer.

Nous vous souhaitons une excellente lecture et nous réjouissons des 200 prochains numéros,

Joris Fricker et toute l'équipe de rédaction

#### Impressum

**Equipe de rédaction :** Andreas Weibel, Fabio Briante, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Marco Piffaretti, Martin Parpan, Nadia Magnin, Oger, Pauline Schneider, Roxane Steiger, Timothy Oesch, Noemi Buzzi

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSa sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSa, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

**Tirage :** 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative-Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

#### SCANDALE DES SIGNATURES

## Pas besoin de payer pour interdire les armes nucléaires

**En septembre, le scandale des fausses signatures de récolteurs-euses payé-es faisait les gros titres. Notre initiative pour l'interdiction des armes nucléaires n'est pas concernée.** JONAS HEEB

Nous ne débattons pas ici de la rémunération de la récolte de signatures ou de sa pertinence. Il y aura certainement consensus sur le fait que les agissements de certaines agences ou comités d'initiative, qui rémunèrent les personnes qui récoltent des signatures sont révoltants. Lorsqu'il s'est avéré que plusieurs initiatives étaient concernées par ces méthodes de collecte illégales, toutes les initiatives en phase de collecte ont été mises sous suspicion générale. Et on ne peut pas trop en vouloir à la population, puisque les faits dévoilés entachent fortement la confiance

envers les institutions de la démocratie directe. Et le silence de la Chancellerie fédérale n'aura pas aidé à reconstruire cette confiance.

Clarifions une chose : le GSSa est fortement impliqué dans la récolte de signatures pour l'initiative pour une interdiction des armes nucléaires. Pour autant, aucune personne n'a été rémunérée pour la récolte de ces signatures. Chez nous, toute collecte se fait de façon bénévole. Évidemment, des envois se font également par des organisations faisant partie de l'alliance pour une interdiction des armes nucléaires.

#### SIGNEZ MAINTENANT !

En septembre 2024, nous avons déjà récolté plus de 18'000 signatures pour notre initiative. Avec le début des mois plus frais, nous devons d'autant moins lâcher l'affaire. Si vous n'avez pas encore signé notre initiative, vous pouvez le faire sur le site dédié à l'initiative (voir code QR) ou en contactant l'alliance pour l'interdiction des armes nucléaires pour commander vos formulaires. Comme nous ne faisons pas appel à des personnes rémunérées pour la récolte de signatures, nous avons besoin d'aide. Seriez-vous prêt-es à récolter des signatures pour notre initiative ? Si oui, rejoignez un groupe dans votre région ! Vous trouverez davantage d'informations sur le site interdiction-armes-nucleaires.ch. Un énorme merci pour votre soutien !



#### APPEL CONTRE LE RÉARMEMENT

## « Vous êtes bourrés ? »

**Pendant la session d'automne, nous avons lancé notre appel contre le réarmement. Entre-temps, 2600 personnes ont signé ce plaidoyer, notamment grâce à notre action peu conventionnelle, qui a suscité de l'attention.** JORIS FRICKER

Récemment, Roxane Steiger, secrétaire du GSSa a pu entrer sur le ring de l'Arena, l'émission de débat politique de SRF. Et il était grand temps que notre groupe puisse se faire entendre sur le sujet de l'armement, étant donné que nous sommes le plus grand mouvement pacifiste du pays. Suite au débat, le média alémanique en ligne Nau titrait «Pour Steiger (GSSa), l'élan d'armement actuel est inexplicable». Notre revendication d'une analyse des risques plus sobre a de plus en plus d'écho dans le contexte des récents actuels de surarmement.

#### ASSOCIATION FOLKLORIQUE ET BIÈRE SANS ALCOOL

Le débat autour du message sur l'armée au Conseil national a été vif. Durant celui-ci, le Conseiller national Fabian Molina notait à juste titre que pour l'alliance bourgeoise qui veut toujours plus d'armes, il ne s'agit pas de notre sécu-

rité collective, mais d'entretenir l'association folklorique qu'est l'armée. On ne peut en effet pas qualifier cette frénésie d'armement de rationnelle. Et nous pouvons nous demander comment un pays qui, de l'avis de certain-es haut placés, serait en proie à des problèmes financiers peut se permettre de dépenser des milliards pour une institution qui n'est en mesure de faire à aucunes des menaces actuelles de façon adéquate ? Rappelons encore une fois que le Conseil fédéral lui-même disait dans un rapport récent que la menace d'une guerre traditionnelle sur sol suisse était peu probable. C'est justement pour cela que nous plaidons pour une analyse sobre des menaces. Et pour rappeler cela aux parlementaires avant le débat sur le message sur l'armée, nous leur avons distribué des bouteilles de bière sans alcool sur l'étiquette desquelles nous avons écrit «Vous êtes bourrés ? Nous avons besoin d'une analyse sobre des me-

naces ». Malheureusement, le résultat du vote n'est pas allé dans notre sens, puisque le Conseil national a décidé de doubler le budget de l'armée aux dépens de la coopération au développement. Notre action aura tout de même eu un écho médiatique : la version alémanique du 20 minutes en a parlé et de nombreux-ses parlementaires (de gauche) ont partagé notre post sur les réseaux sociaux, amplifiant ainsi notre message selon lequel les partis bourgeois à Berne n'agissent pas de façon rationnelle. Disons les choses comme elles sont : celles-eux qui pensent vraiment que dépenser davantage pour une institution militaire et moins pour la prévention de la violence et des conflits nous apporterait plus de sécurité, doivent être plutôt bourrés. Nous ne pouvons donc que recommander notre site non-sens.ch et vous invitons à partager le lien.



#### CLIMAT

## Guerre contre la biosphère : l'impact des armes sur l'environnement

**Au-delà des victimes humaines, la guerre dévaste la biosphère. De la pollution des sols par les bombes aux quantités insoupçonnées de CO2 émises par l'industrie de l'armement, les conflits détruisent la nature. Le risque d'un embrasement nucléaire, qui n'épargnerait personne, plane également. Le GSSa appelle à prendre cette question au sérieux, encore trop absente du débat public.** NADIA MAGNIN

Les guerres sont une forme de violence extrême, causant des ravages environnementaux considérables. Le bilan carbone des armées est difficile à définir, car les données restent souvent secrètes au nom de la sécurité. Cependant, l'observatoire *Conflicts et Environnement* estime que les armées sont responsables d'au moins 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Si elles formaient un pays, elles se classeraient au 4e rang mondial des émetteurs, derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde.

Les pollutions liées à la guerre sont multiples

: armes, munitions et véhicules abandonnés contaminent sols, eaux et atmosphère. Les déchets militaires, contenant métaux lourds et polluants organiques, sont extrêmement persistants. Les bombardements libèrent des matières polluantes qui se dispersent durablement dans l'air, l'eau et le sol. De plus, les minerais utilisés dans la fabrication d'armes, comme le lithium et le cobalt, sont une ressource clé du complexe militaro-industriel.

L'arme nucléaire constitue la menace environnementale la plus grave. Toute utilisation de

ces armes aurait des conséquences catastrophiques : destruction d'écosystèmes, refroidissement climatique (« hiver nucléaire ») et interruption de la photosynthèse. La modernisation de l'armement, avec des systèmes de plus en plus énergivores comme les avions F-35, accentue ces impacts.

En conclusion, la militarisation contribue de manière significative à la dégradation de l'environnement, détournant des ressources vitales et aggravant le changement climatique, comme le souligne Ben Cramer dans son ouvrage *Guerre et Paix et Écologie*.

*Cet article fait suite à une conférence organisée pour Alternatiba, à laquelle le GSSa a été invité à participer, avec le chercheur Ben Cramer. Une version plus longue est disponible sur notre site internet.*



MOUVEMENT CITOYEN

## Le mouvement contre l'armement nucléaire en Suisse

**En 1958, un large mouvement pacifiste s'est formé pour empêcher l'armement nucléaire de la Suisse. Ce mouvement a lancé une initiative pour l'interdiction d'armes nucléaires, a organisé des actions de protestation et a fondé la tradition de la Marche de Pâques**

JOSEF LANG

Sous l'égide de la Société suisse des officiers (SSO), le Conseil fédéral et la direction de l'armée poursuivaient le but d'un armement nucléaire de l'armée. En 1962, la SSO a déclaré que personne qui n'était pas en faveur de l'arme nucléaire ne pouvait avoir une attitude positive pour la défense du pays. L'un des acteurs principaux derrière cette campagne pour l'armement nucléaire de la Suisse était l'agence de publicité du Colonel EMG Rudolf Farner.

### UN CONGRÈS INTERDIT PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL

En mai 1958, le Mouvement suisse contre l'armement atomique s'est formé pour s'opposer aux bombes nucléaires demandées par tous les partis bourgeois. A la tête du mouvement figurait le charismatique Heinrich Buchbinder, un socialiste de gauche antistaliniste. Avec son petit groupe nommé *Ligue socialiste des travailleurs*, il était en contact étroit avec la *Campaign for Nuclear Disarmament (CND)* au Royaume-Uni. En 1958, c'est ce groupe qui a organisé la première Marche de Pâques, une tradition qui s'est ensuite étendue à d'autres pays. Buchbinder a également joué un rôle clé au sein de la Accra Assembly, qui a impliqué le Sud global dans la lutte contre l'armement nucléaire.

La Ligue socialiste des travailleurs a pu utiliser ses contacts internationaux pour inviter le philosophe britannique Bertrand Russell à Bâle

pour un Congrès européen contre l'armement nucléaire. Max Born, Prix Nobel de physique, et l'écrivain Erich Kästner avaient également été conviés à la manifestation qui a toutefois été interdite par le Conseil fédéral le 1er juillet 1958. Après cette décision, le gouvernement a fait de Buchbinder le bouc-émissaire. Deux ans plus tard, la police zurichoise a interdit à la Jeunesse du Mouvement suisse contre l'armement atomique d'installer des panneaux commémorant la catastrophe de Hiroshima, suite à quoi l'organisation a distribué 20'000 tracts titrant « La police zurichoise nous interdit de nous souvenir de la bombe atomique. » En février 1960 et en automne 1961, des actions de protestation ont été organisées contre des essais nucléaires français et soviétique auxquelles le Conseil suisse pour la paix et l'Internationale des résistant(e)s à la guerre ont également participé.

### INITIATIVE POPULAIRE POUR L'INTERDICTION D'ARMES NUCLÉAIRES

Un point d'orgue de l'engagement du Mouvement suisse contre l'armement atomique était la décision du 18 mai 1958 de lancer une initiative populaire, annoncée devant 140 personnes. Le Parti suisse du travail pro-soviétique avait alors été exclu à dessein, car « celui-ci s'engageait uniquement contre l'armement nucléaire de l'Occident ». Environ un tiers des initiant-es

appartenaient à l'aile gauche du PS, ce qui a mené l'aile droite du parti à réagir le 9 juin 1958 et à s'opposer en particulier à ce qu'elle appelait la tentative d'émotionnaliser les débats politiques avec le sujet de l'armement. Il en résulta la Erklärung der 36 (Déclaration des 36), que la NZZ a appelé l'un des documents les plus importants de la gauche d'après-guerre. Selon Walter Bringolf, alors président du PS, le congrès des 4 et 5 octobre 1958 étaient l'un des plus animés. À 381 voix contre 294, l'initiative pour l'Interdiction des armes atomiques a été rejetée par le parti, avant que celui-ci ne décide de lancer l'Initiative sur le droit du peuple de décider de l'équipement de l'armée suisse en armes atomiques. C'est Bringolf qui avait été à l'origine de cette initiative, lancée pour empêcher un schisme au sein du parti. Willi Kobe, pasteur de l'aile so-

cialiste religieuse du parti, parlait, lui, d'une manœuvre séparatrice nuisible au parti.

L'Initiative pour l'interdiction des armes atomiques a atteint 35 % des suffrages le 1er avril 1962 et l'initiative du PS 38 % le 26 mai 1963. Les cantons du Tessin, de Vaud, de Genève, de Neuchâtel se sont prononcés en faveur des deux et le canton de Bâle-ville et faveur de la deuxième. Après la votation sur l'interdiction des armes atomiques, le mouvement a pris de l'ampleur. Ainsi, en 1963, la première Marche de Pâques a eu lieu en 1963, reliant Genève à Lausanne. À partir de 1966, on note une augmentation des objecteurs de conscience. Finalement le mouvement contre les armes nucléaires aura en quelque sorte été le précurseur de mai 68 et enfin en 1969, la Suisse a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.



Heinrich Buchbinder (en costume clair) le 1er mai 1962 à Zurich.  
Archives sociales suisses F 5047-Fb-147

NORMES INTERNATIONALES

## Sur le long terme

**Quel est l'intérêt de conclure le traité sur l'interdiction des armes nucléaires si des puissances nucléaires comme les Etats-Unis, la Russie ou le Pakistan s'y opposent ? En faisant un pas en arrière, nous nous rendons compte que la réalité d'un monde sans armes nucléaires devient de plus en plus tangible.** ANDREAS WEIBEL

La Convention sur les armes chimiques (CAC) interdit le développement, la production, la possession, le transfert et l'utilisation d'armes chimiques. Depuis son entrée en vigueur le 29 avril 1997, la CAC s'est révélée être l'une des conventions de désarmement les plus efficaces. Tous les Etats, à l'exception de l'Egypte et probablement de la Syrie dans une moindre mesure ont détruit leurs stocks d'armes chimiques au cours des dernières années. Les Etats signataires de la CAC contrôlent non seulement l'absence de stocks d'armes chimiques, mais également l'existence d'usines qui pourraient produire ou transformer des produits de base pour des armes chimiques.

Souvent, nous ne sommes pas conscientes du succès d'un traité car ce succès apparaît justement dans ce qui n'est pas imaginable. La proscription des armes chimiques est si forte

qu'aucun Etat n'oserait menacer de les utiliser. Par exemple, les armes chimiques ne sont employées ni en Ukraine, ni en Palestine, alors que militairement parlant, leur emploi pourrait être une option tout à fait efficace.

### LES THÉORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES

Si l'on suit l'une des grandes théories des relations internationales, le réalisme, un tel accord ne devrait pas être possible. Le réalisme voit tout Etat comme un acteur égoïste, guidé uniquement par sa propre puissance et sécurité. De plus, il ne coopère avec d'autres Etats que sur de courtes périodes et uniquement à son propre avantage. La théorie qui s'oppose au réalisme est l'institutionnalisme. Selon celle-ci, des normes peuvent exister également au niveau international et celles-ci se manifestent à travers

le droit international et des formes de gouvernance supranationale. Toujours selon cette théorie, les Etats sont en mesure de reconnaître un intérêt commun à l'instauration de règles qu'ils respectent ensuite de leur plein gré. Ces formes de coopération sont possibles même dans un ordre non-hégémonique, c'est-à-dire sans qu'une institution fasse appliquer le monopole de la violence. Finalement, le constructivisme vient étendre ce modèle en voyant les Etats non plus comme des unités monolithiques, mais comme des acteurs dont les buts peuvent être influencés par des idées et des mouvements sociaux.

### ÊTRE PRÊT-E AU BON MOMENT

En 1946, les Etats-Unis, alors seule puissance nucléaire au monde, proposaient à l'ONU de renoncer à la possession d'armes nucléaires et de transférer toutes leurs connaissances sur le sujet et les matériaux fissibles à une organisation contrôlée par l'ONU. Cette proposition n'a pas abouti à cause de la méfiance de Staline. Une deuxième fenêtre d'opportunité s'est présentée après la chute du Mur de Berlin. À ce moment-là, un désarmement nucléaire complet aurait été possible.

Aujourd'hui, plus de 90 Etats ont signé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce nombre est en constante augmentation et le soutien ne faiblira pas. Certains Etats hésitaient au début à signer cet accord, certains parce qu'ils craignaient la désapprobation de leurs alliés, d'autres parce qu'ils croyaient, à tort, que les armes nucléaires étaient synonymes de sécurité. Tous ces Etats devront, tôt ou tard, revoir leur position à ce sujet.

Nous aurons d'autres occasions historiques d'imposer la proscription mondiale des armes nucléaires, comme cela a été le cas pour les armes chimiques. Ce ne sera pas le cas aujourd'hui ou demain mais peut-être dans dix ou vingt ans, lorsque le régime de Moscou se sera effondré, ce qui arrive tôt ou tard à tous les régimes autoritaires. Certaines conditions pour la proscription devront toutefois être remplies : d'une part, les puissances nucléaires actuelles devront reconnaître qu'une interdiction mondiale sert également leur sécurité. D'autre part, la pression d'interdire ces armes devra venir d'autant d'Etats que possible. Avec l'initiative sur l'interdiction des armes nucléaires, nous contribuons de façon constructive à renforcer et à consolider la norme internationale servant de base à une interdiction.

# ARMÉE ET SÉCURITÉ

QUESTIONS À NOS AUTORITÉS

## Étendue des dégâts : énorme

**Qui profite de la « politique de sécurité » actuelle en Suisse et qui dont les perdant-es ? Quatre petites questions suffisent pour le déterminer.** MARTIN PAPAN

Question à Mme la Conseillère fédérale Viola Amherd : Vous avez récemment accueilli positivement le rapport de la Commission d'étude de la politique de sécurité. Dans ce rapport, on peut lire des recommandations intéressantes comme les suivantes : des mesures sont nécessaires pour renforcer la volonté de défense de la population suisse et il faudrait augmenter la volonté de combattre, de tuer et de mourir. Quelles mesures concrètes voulez-vous mettre en œuvre pour que les Suisses soient plus enclins à tuer ?

Question au Conseil fédéral : Grâce à l'aide de politicien·nes bourgeois·es et suite à la pression de l'industrie de l'armement, le Conseil fédéral aura dorénavant plus de marge de manœuvre lorsqu'il s'agit d'autoriser des exportations de matériel de guerre. Aujourd'hui déjà, la Suisse livre ce matériel en Arabie saoudite, par exemple, un pays où les droits humains ne sont pas respectés. S'il devenait encore plus simple d'exporter du matériel de guerre, à quels autres pays la Suisse pourrait-elle livrer du matériel de guerre ?

Question au Conseil fédéral : L'année dernière, nous apprenions que le drone tueur russe « Lancet », utilisé dans la guerre d'agression contre l'Ukraine, contenait également des pièces suisses. Récemment, il est apparu que la Russie utilisait des mitraillettes suisses dans sa guerre en Ukraine. Par quelles mesures concrètes le Conseil fédéral veut-il s'assurer que Poutine ne puisse plus avoir le soutien de la Suisse dans sa guerre ?

Question à Mme la Conseillère fédérale Viola Amherd et à Thomas Süssli, Chef de l'armée : Début 2024, nous avons été témoin d'un véritable chaos communicationnel concernant sa situation financière, oscillant entre « nous sommes au bord du gouffre » et « la situation est sous contrôle ». Ce qui reste de ce fiasco est d'une part l'impression que l'armée n'a pas le contrôle

de ses finances et d'autre part l'idée que l'armée a sciemment voulu nous faire peur pour préparer le terrain de nouvelles demandes de financement. Et le pari semble réussi, car l'armée reçoit de coquettes sommes de la politique. Cet argent manque ensuite dans d'autres domaines, comme la protection du climat et la formation. Comment pouvons-nous expliquer cette erreur de priorisation à nos enfants et à nos jeunes ?

Pour conclure, les gagnant-es sont l'armée, l'industrie de l'armement, les dictateurs et les va-t-en-guerre. Et les perdant-es sont les victimes d'armes suisses, le climat, la formation et les jeunes, qui devraient dorénavant réapprendre à tuer. Quel gâchis !

LA SÉCURITÉ SOCIALE ÉCONOMISÉE

## La politique bourgeoise du surarmement est un risque sécuritaire

**Le parlement fait des économies dans le soutien aux crèches et dans la collaboration internationale pour pouvoir dépenser des milliards pour des chars et des canons. Pour véritablement faire face aux défis de notre temps, la politique de sécurité devrait être complètement différente.** ROXANE STEIGER

Depuis des mois, Thomas Süssli, le chef de l'armée, revendique publiquement rapidement plus d'argent pour l'armée. Et la pression qu'il a exercée aura fait effet : l'armée peut table sur un budget de l'équivalent d'1 % du PIB d'ici 2030 déjà, et non pas d'ici 2035. En l'espace de cinq ans, le budget de l'institution serait ainsi doublé. Pour financer cela, une alliance de politicien·nes bourgeois·es veut faire des économies dans différents domaines importants pour la sécurité, comme la coopération internationale, qui agit aux origines de la violence et des conflits. Rationnellement, il n'existe aucune raison pour cette frénésie de l'armement.

### MAUVAIS CALCULS

Thomas Süssli nous présente donc ses calculs : au total, il veut investir 40 milliards dans l'armement, afin de rendre la Suisse de nouveau capable de se défendre. Si l'on inclut les coûts d'exploitation, les dépenses devraient atteindre environ 100 milliards de francs, ou l'équivalent du fonds extraordinaire de la Bundeswehr alle-

mande. Dans un premier temps, le chef de l'armée demande 13 milliards d'investissements dans l'armée d'ici 2031, dont des investissements dans du matériel de guerre lourd, utilisé pour des offensives militaires traditionnelles. Pourtant, la Confédération le dit elle-même dans un rapport sur la politique de sécurité : il est très improbable que des chars russes arrivent sur les bords du Lac de Constance. Ce constat nous semble logique, car Poutine se trouve dans une guerre d'usure contre l'Ukraine. Pour arriver aux frontières suisses, il devrait vaincre l'Ukraine ou du moins occuper de grandes parties du pays et ensuite envahir des Etats membres de l'OTAN. Nous ne serons donc pas confronté·es à une attaque militaire traditionnelle de sitôt. Cela ne semble pas être l'avis du parlement, compte tenu des montants alloués à l'armement.

### CE SONT DES ÊTRES HUMAINS QUI EN FONT LES FRAIS

Dans son message sur l'armée, le Conseil fédéral a opté pour un scénario dans lequel l'armée

doit être renforcée à tous les niveaux. En adoptant l'une des décisions de planification les plus onéreuses de l'histoire suisse, le parlement a donné son aval pour des dépenses de 30 milliards de francs au cours des cinq prochaines années, et ce sans contre-financement. Or, ne serait-il pas préférable de nous baser sur une vraie analyse des risques et nous concentrer sur les véritables menaces auxquelles nous devons faire face dans un avenir proche ? Où est la vue d'ensemble de tous les instruments que nous avons à notre disposition dans le domaine de la politique de sécurité et toutes les autres contributions que la Suisse pourrait faire, notamment en matière de prévention des conflits ?

Au lieu de définir des priorités, l'armée se met en avant comme la seule institution à pouvoir garantir la sécurité de la population. En même temps, les politicien·nes bourgeois·es s'empressent de lui exaucer tous ses vœux. Le DDPS, lui, concocte un scénario catastrophe après l'autre pour faire apparaître le surarmement de l'armée comme seule alternative possible. Le but est d'injecter autant de moyens dans l'armée aussi rapidement que possible, sans trop savoir d'où on prend cet argent et pour quoi on veut le dépenser. Le GSSA, de son côté, insiste sur une analyse sobre des menaces, qui soit à la hauteur

des défis auxquels nous faisons face, au lieu de dilapider des milliards. Car à la fin, ce sont les êtres humains et l'environnement qui en feront les frais. Signez donc notre résolution sur [sens.ch](https://www.sens.ch) et soutenez ainsi notre revendication.

Roxane Steiger, secrétaire du GSSA, durant le débat Arena. (SRF-Arena, 20.9.2024)



MANUEL DE POLITIQUE DE SÉCURITÉ

## La sécurité doit-elle forcément être armée ?

**Dans un nouveau manuel scolaire sur la politique de sécurité, l'armée passe le service civil entièrement sous silence et mise sur de la propagande ciblée. Le GSSA demande la fin de cette prise d'influence et un éclaircissement complet de la situation.** MARCO PIFFARETTI

Les critiques sont vives à l'encontre de ce nouveau manuel, édité par l'Armée suisse et la HEP Lucerne. Dans les presque 90 pages, le service civil, pourtant un pilier important de la politique de sécurité suisse, n'apparaît pas une seule fois. Cela constitue une fois de plus une attaque ciblée contre le service civil et son rôle important dans la société.

Même la NZZ critique l'absence du service civil dans la brochure en question, alors que ce-

lui-ci a joué un rôle central dans la gestion de la crise du covid. Alors qu'aucune mention n'est faite du service civil, l'armée, elle, est mentionnée une cinquantaine de fois. Cette disproportion a agité les esprits jusque dans la capitale fédérale, où Fabian Molina, conseiller national socialiste zurichois, a lancé une interpellation à ce sujet. Dans sa réponse, le Conseil fédéral avoue du bout des lèvres, qu'il était injustifié de ne pas mentionner le service civil.

Ce manuel est la preuve d'une militarisation rampante poussée par le DDPS. En prétendant vouloir mener une campagne de sensibilisation, le Département de la défense mène dans les faits une campagne de publicité pour lui-même. Lorsque l'on parle de politique de sécurité, tous les aspects doivent être inclus, et non pas uniquement les aspects militaires. Il est manipulateur de vouloir faire croire aux jeunes qu'il n'existe aucune alternative pour la défense du pays et de ne pas parler du service civil, qui contribue grandement à la sécurité du pays.

Le site web qui accompagne le manuel a entre-temps été corrigé et une réédition est prévue.

Pour autant, la critique demeure : le DDPS fait de la propagande ciblée en faveur de l'armée et une vision aussi simpliste ne fait pas justice à la complexité de la politique de sécurité en Suisse.

Nous demandons des explications au Conseil fédéral : pourquoi ne pas avoir mentionné le service civil dans ce manuel ? Et comment vous assurez-vous que des aspects non-militaires de la sécurité soient également inclus ? La population a droit à des informations complètes sur tous les aspects de la politique de sécurité suisse.



MATÉRIEL DE GUERRE

## Les droits humains ne sont pas une marchandise

**Le Conseil fédéral et le parlement ont lancé des attaques à répétition à l'encontre de la Loi sur le matériel de guerre au cours des derniers mois.** TIMOTHY OESCH

Ces modifications de loi auront des conséquences graves, sur le court et le long terme, car des autorisations de réexportation et des exportations directes d'armes vers des pays violant les droits humains sont à craindre. Un aspect que l'on oublie souvent : en modifiant cette loi, on permet à la Suisse de faire des affaires sur le dos des droits fondamentaux de la population dans les Etats vers lesquels ces armes sont exportées.

« Une minorité importante de la commission recommande de renoncer aux exportations et réexportations d'armes vers des pays impliqués dans des conflits ou des guerres. » Voilà l'une des recommandations du rapport de la commis-

sion d'étude de la politique de sécurité. Mettons clairement en évidence les implications écoeurantes de ce passage : une majorité de la commission pense que la Suisse devrait exporter du matériel de guerre vers des pays qui bafouent les droits fondamentaux de leurs citoyen·nes, ou l'accepte tout du moins. Selon ces « expert·es », cela devrait valoir également pour les pays qui sont impliqués dans des conflits et des guerres.

Marionna Schlatter, conseillère nationale et membre de la commission, ajoutait lors d'une rencontre du groupe régional de Zurich que « la commission s'opposait ainsi diamétralement au droit en vigueur, un fait qui laisse bouche bée. »

Les commissions de politique de sécurité des deux chambres ainsi que le Conseil fédéral ont lancé deux attaques frontales contre l'ensemble de règles qui régissent les conditions d'exportation d'armes, de munitions, de véhicules et d'autres types de matériel. Le Conseil fédéral, lui, veut se donner le droit de déterminer les exceptions aux règles d'exportation. Moins de cinq ans après l'initiative correctrice, l'exécutif essaie donc de contourner une votation populaire sur ce sujet. Avec l'initiative parlementaire de la CPS-N, le Conseil national essaie par ailleurs d'autoriser les réexportations. En d'autres termes, cela signifie que des pays ayant acheté des armes en Suisse pourraient les réexporter à qui bon leur semble. Oliver Dürr, le patron de Rheinmetall Air Defense s'en réjouissait récemment dans une interview avec

SRF. Il y disait explicitement que l'un de ses buts était de pouvoir vendre ses produits en Arabie saoudite. Le fait que ces armes pourraient être utilisées pour éliminer des ennemis du gouvernement saoudien ne semblait lui faire ni chaud ni froid.

Faisons un pas en arrière : même avec les règles actuelles, on ne sait pas où se trouvent exactement toutes les armes suisses. Des recherches de SRF ont révélé qu'une grande partie du matériel de guerre exporté vers l'Inde n'avait pas pu être contrôlé, par exemple. On ne peut par ailleurs pas exclure que ces armes se retrouvent entre de mauvaises mains.

Il paraît presque inconcevable de devoir dire cela, mais le matériel de guerre suisse ne devrait en aucun cas se retrouver entre les mains de dirigeant·es qui fichent des droits humains. Elles ne devraient pas leur parvenir, ni directement, ni indirectement.



LA CHRONIQUE CYBER DE LUKAS

## Influencer une élection = cyberattaque ?

**Wurde die amerikanische Präsidentschaftswahl von ausländischen Akteuren im Cyberraum beeinflusst? Sicher, aber ob der Einfluss einen Unterschied gemacht hat, ist schwierig zu sagen. Eine Übersicht über typische Methoden, die genauso gut für Abstimmungen in der Schweiz wie für Wahlen in Amerika eingesetzt werden könnten.** LUKAS BÜRGI

Depuis qu'elles existent, les élections sont influencées. Entre 1946 et 2000, les Etats-Unis et la Russie (y compris l'URSS) ont influencé 1 élection sur 9 et augmenté la part de voix de leur candidat·e favori·e de 3%. Parmi les méthodes traditionnelles, on retrouve les menaces, les promesses, des dons secrets et la création de matériel de campagne pour un·e candidat·e. Certains agissements sont particulièrement perfides, notamment le fait de se procurer et de publier des informations pouvant nuire à un·e candidat·e, la publication de fausses informations ou les menaces à l'encontre de potentiels donateurs pour l'adversaire politique. Les frontières entre prise d'influence, falsification d'élections et coups d'Etat sont parfois troubles. Pour certain·es auteur·ices, par exemple, la destruction des bureaux de campagne d'un·e candidat·e peut encore être vu comme de la prise d'influence. Dans cet article, je me concentrerai cependant sur des méthodes non-violentes, qui appartiennent toutes au domaine financier et numérique. Car il est évident que la prise d'influence sur des scrutins se fait majoritairement en ligne aujourd'hui. Il est moins évident, tou-

tefois, s'il s'agit là simplement de la numérisation de processus déjà existants ou si les médias numériques font significativement augmenter le risque. Des exemples concrets seront les plus parlants dans ce contexte.

### LE FINANCEMENT DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE

L'Etat russe a soutenu des influenceur·euses conservateur·ices avec des millions de dollars, prétendument sans que ces personnes ne s'en rendent compte. Il s'agit là assez clairement de la numérisation de méthodes déjà connues. En effet, le financement de personnes travaillant dans les médias pour biaiser leurs opinions, ouvertement ou à leur insu, fait partie d'une tradition de la prise d'influence politique.

### LE HACKING DE CAMPAGNES

Selon différentes sources, les deux candidat·es à la Maison blanche ont été victimes de tentatives de piratage, dont le but était de se procurer des informations. L'Iran a par exemple réussi à subtiliser les préparations de Trump pour son débat contre Harris. Cette forme d'espionnage

n'est, elle non plus, pas nouvelle, mais elle peut s'avérer moins coûteuse sous forme numérique, car elle permet de se passer d'espion·nes dans d'autre pays.

### DEEPFAKES : DES IMAGES, VIDÉOS ET ENREGISTREMENTS AUDIO AUSSI VRAIS QUE NATURE

Jusqu'à présent (donc jusqu'à l'écriture de ces lignes), les deepfakes ne jouent qu'un rôle relativement restreint dans la présidentielle américaine, à l'exception de quelques incidents : la voix de Biden a été manipulée pour influencer une primaire et à plusieurs reprises, dans des contextes moins importants, des images ont été générées, comme par exemple un meme pro-Trump représentant Taylor Swift. Souvent, les deepfakes ne font que remplacer et compléter le travail de graphistes et nous n'avons pas d'indications selon lesquelles l'IA générative aurait été utilisée après les primaires pour influencer les électeur·ices.

### LA DISSÉMINATION DE FAUSSES INFORMATIONS

L'une des plus grandes menaces pour une démocratie réside dans le fait que de nombreux citoyen·nes pourraient s'informer par des sources peu fiables ou croire à de la désinformation. Toujours aux Etats-Unis, Trump et des acteurs

étrangers ont relayés de fausses informations.

S'ajoutent à cela des dynamiques incontrôlées sur les réseaux sociaux, qui promeuvent la désinformation et une culture politique dans laquelle les mensonges sont de plus en plus acceptés. Ce mélange aura probablement eu un impact plus important sur ces élections que des tentatives d'influence ponctuelles étrangères.

### CONCLUSION

Aucun de ces dangers n'aurait pu être combattu avec des moyens militaires. Ce qu'il nous faut, c'est le contrôle du financement de la vie politique. Par ailleurs, chaque démocratie a besoin d'un paysage médiatique sain, où la désinformation peut être démasquée. Les entreprises ont aussi leur rôle à jouer, dans la mesure où elles doivent être incitées à créer des logiciels sûrs qui sont résistants au piratage. Les développements incontrôlés sur les réseaux sociaux, eux, provoquent plus de désinformation que l'ingérence étrangère et auront potentiellement des conséquences encore plus graves à l'avenir.

Cet article a été rédigé plusieurs semaines avant l'élection présidentielle américaine

# GUERRE ET PAIX

ISRAËL/PALESTINE

## Un cauchemar sans fin

**Pour parvenir à une paix juste et durable, la désescalade, un cessez-le-feu immédiat et le respect du droit humanitaire international sont nécessaires. Nous ne devrions pas sous-estimer la capacité des gens à investir dans le dialogue et la solidarité.** NOEMI BUZZI

Depuis un an, la menace d'une guerre de grande ampleur au Proche-Orient assombrit l'avenir de la région. Après l'échec cuisant de Netanyahu dans son objectif délirant d'anéantir le Hamas, il ouvre un deuxième front au Liban, où une année de combats avec le Hezbollah a dégénéré en invasion israélienne. Ainsi, l'affrontement ciblé avec les casques bleus qui se trouvent au Liban dans le cadre de la mission d'observation de l'Unifil s'inscrit dans une longue série de violations du droit international humanitaire. Celles-ci doivent prendre fin. Cette stratégie du gouvernement israélien a aggravé les divisions sociales et politiques du pays, laissé les familles des otages à l'abandon et choqué le monde.

Au cours de l'année écoulée, la population civile a été régulièrement prise pour cible, tandis que des dizaines de milliers de personnes sont mortes, ont été blessées et ont dû fuir leurs maisons. L'attentat terroriste du 7 octobre restera dans l'histoire d'Israël comme l'une des pires attaques contre la population juive d'Israël, qui a fait d'innombrables victimes civiles et provoqué beaucoup de souffrance et d'insécurité. La

défense par les armes fait partie intégrante de l'identité du peuple israélien : plus jamais de sacrifice, mais chaque génération est appelée à faire sa part pour la sécurité du pays. Elle est profondément enracinée dans la société israélienne, puisque la grande majorité de la population soutient largement l'armée et que chaque année, toutes les personnes majeures sont appelées à effectuer leur service militaire.

Ce qui s'est passé en octobre dernier ne s'est pas produit dans un vide, tout comme ce n'était pas le début de l'histoire de cette guerre. Depuis des générations, la violence fait rage au Moyen-Orient, entraînant des traumatismes collectifs et individuels qui créent un climat de méfiance permettant aux extrémistes d'exploiter les peurs des gens. Depuis des décennies, la spirale de la violence ne cesse de s'escalader, de manière particulièrement sanglante l'année dernière.

La division et la méfiance qui régnaient entre le peuple israélien et le peuple palestinien se sont massivement renforcées. La guerre dans la bande de Gaza, au cours de laquelle des dizaines de milliers de palestiniens ont déjà été tués, a confirmé une peur profondément enracinée

au sein du peuple palestinien : La peur d'être durablement anéanti et chassé de sa terre.

A court terme, la communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour parvenir à un cessez-le-feu et à un accord sur la libération des otages. Cela nécessite un effort global coordonné, non seulement en paroles, mais aussi en actes. À cette fin, la Suisse doit tirer parti de sa position à la tête du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2024 : Le pays a déjà reçu un mandat de l'ONU pour convoquer dans les prochains mois une réunion des parties à la Convention de Genève sur les conflits au Moyen-Orient.

Bien que la majorité de la communauté internationale exige la fin de la guerre, plusieurs pays, dont la Suisse, continuent d'exporter du

matériel de guerre dans la région en conflit. Pour contribuer à la désescalade, il est indispensable que la Suisse suspende immédiatement toute coopération militaire et toute relation d'armement avec Israël et d'autres pays du Proche-Orient.

La paix juste ne doit pas être une simple rhétorique ni un objectif à court terme, mais un processus long et difficile : elle implique une transformation profonde du statu quo, qui doit se faire en solidarité avec tous les êtres humains et qui suppose deux peuples égaux, un palestinien et un israélien. Il faut croire activement en la possibilité de construire un avenir dans lequel la Palestine, Israël et l'ensemble de la région du Moyen-Orient pourront cohabiter pacifiquement.



Colombe de la paix de Banksy à Bethléem.  
©Wikimedia, Davide Mauro, CC-BY-SA\_4.0

OPPOSANT-ES AU RÉGIME

## L'importance des visas humanitaires pour les opposant-es russes

**Le 1er août 2024 un échange de prisonniers a eu lieu entre la Russie et différents Etats membres de l'OTAN, le plus important depuis la fin de la Guerre froide.** VITALY

En échange de huit espion-nes et escrocs et un assassin, la Russie a libéré seize prisonniers-ères, dont Ilia Iachine, Vladimir Karamourza, Ksenia Fadeeva et Lilia Tchanycheva, deux alliées d'Alexei Navalny. Pour les opposant-es de Poutine, cette libération est teintée d'amertume, car en même temps, le nombre de prisonniers-ères politique a dépassé la barre des 1'200. Selon Mariana Katzarova, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Russie, l'étendue des répressions est inédite depuis le Stalinsme. Depuis le 24 février 2022, 20'000 personnes ayant participé à des manifestations contre la guerre ont été arrêtées arbitrairement. De plus, il existe une censure militaire : les médias indépendants et les réseaux sociaux étrangers sont bloqués, plus de mille personnes et organisations ont été déclarées « agents de l'étranger » et toute personne partageant des messages qui ne correspondent pas au récit du Ministère de la Défense est passible d'une peine de prison allant jusqu'à 15 ans. Depuis le meurtre d'Alexei Navalny dans une prison du nord de la Russie, la situation a encore empiré.

Les militant-es, les journalistes et les politicien-nes d'opposition courent de grands risques

en Russie, raison pour laquelle un grand nombre d'entre elle-eux ont décidé de quitter le pays. Environ 900'000 Russes ont émigré vers des pays coopérant avec Poutine et pour lesquels ils n'ont pas besoin de visa, comme la Turquie, la Serbie, les Emirats arabes unis, la Thaïlande, les anciennes républiques soviétiques en Asie centrale et dans le Caucase. Cependant, aucun de ces pays ne peut être qualifié de sûr pour les opposant-es à la guerre selon Reporters sans frontières. Des déserteurs ont par exemple été arrêtés en Arménie et des opposant-es de gauche à la guerre ont été arrêté-es et enlevé-es au Kirgistan. Autre exemple qui avait connu un écho médiatique international : la tentative d'arrestation du groupe de rock Bi-2 en Thaïlande. Les autorités avaient ensuite essayé d'extrader les musiciens vers la Russie, mais avaient échoué.

Après le début de la guerre en Ukraine, l'Allemagne, la Lituanie et la Pologne ont introduit des visas humanitaires pour des citoyen-nes russes et en ont délivré des milliers. La procédure d'obtention de ce document peut toutefois durer plusieurs mois. De plus, le nombre de personnes en danger est bien plus haut que le nombre de personnes que ces pays sont prêts à accueillir. Lyubov Krutenko, une urbaniste russe, a par

exemple été poursuivie pendant des semaines par la police moscovite, ce qui a rendu son quotidien insoutenable. Elle dit : « Mon mari et moi ne voulions pas aller en prison, mais nous ne voulions pas non plus nous taire ou nous cacher. C'est pour cela que nous avons décidé d'émigrer. »

Les visas humanitaires peuvent sauver les vies des des prisonnier-ères politiques potentiel-les, mais le temps joue souvent en leur défaveur. Denis Kozak, un anarchiste de Rostov-sur-le Don qui était détenu dans une prison kazakhe, a par exemple réussi à émigrer en Allemagne grâce à ce sésame. Il avait été arrêté pour des raisons politiques et courait le risque d'être extradé vers la Russie. Aujourd'hui, Kozak aide des militant-es politiques de gauche depuis l'Allemagne. Aikhal Ammosov, un militant contre la guerre originaire de Iakoutie attendait lui aussi un tel visa. Malheureusement, celui-ci ne lui est pas parvenu à temps et il se trouve aujourd'hui au Kazakhstan, en détention administrative pour renvoi en Russie.

Actuellement, c'est l'Allemagne qui offre les meilleures conditions pour les personnes titulaires de visas humanitaires : l'Etat prend en charge le loyer et l'assurance maladie, offre des prestations en espèces. Les titulaires peuvent également faire des études, apprendre l'allemand et travailler. Tout cela leur permet de ne pas

devoir penser à leur survie, libérant ainsi de l'espace mental pour s'engager et planifier leur avenir. C'est par exemple le cas de Piotr Zhebrebtsov, un organisateur d'expositions originaire de Novossibirsk, qui aide aujourd'hui d'autres opposant-es à la guerre à quitter la Russie. Lorsqu'une personne fait une demande de visa, elle doit pouvoir prouver qu'elle est à risque de persécution et doit également avoir des relations stables avec une institution allemande. D'une part, cela permet de réduire le nombre de requérant-es, d'autre part, les titulaires de visas humanitaires peuvent ainsi s'intégrer plus facilement, par exemple dans le domaine scientifique, syndical ou des droits humains, dans l'art ou le journalisme.

Aujourd'hui, la Suisse n'offre pas encore de visas humanitaires pour les ressortissant-es russes, alors qu'elle le fait pour des citoyen-nes turcs-ques. En créant un programme de soutien pour les opposant-es russes, la Suisse permettrait à de nombreux-ses militant-es d'échapper à la prison. Par ailleurs, cela leur permettrait de continuer à s'organiser à l'étranger. Des dizaines de prisonniers-ères politiques pourraient ainsi être évitées.



L'OTAN ET LE DDPS

## OTAN : le saucissonnage peu démocratique du DDPS

**Au cours des derniers mois, Viola Amherd a pris des décisions qui signifient un rapprochement implicite de la Suisse à l'OTAN.** MARCO PIFFARETTI

Le Conseil fédéral a pris des mesures qui intensifient la collaboration de la Suisse avec l'OTAN, et ce sans l'accord du parlement ou échange avec la population. Cette façon de procéder pose de vraies questions quant à la neutralité. Car l'intensité de la collaboration entre la Suisse et l'OTAN est une question hautement politique et ce débat doit être mené publiquement.

### UN RAPPROCHEMENT AVEC L'OTAN EN CATIMINI

En avril de cette année, le Conseil fédéral décidait de l'adhésion suisse à l'initiative European Sky Shield (ESSI), synonyme d'un rapprochement avec l'OTAN. Une fois de plus, aucune discussion politique n'avait été menée autour de la sécurité et la neutralité de la Suisse au préalable. Ceci n'est pas sans nous rappeler l'acquisition des F-35, processus durant lequel la population n'avait pas été suffisamment impliquée. La Suisse devrait enfin se concentrer sur une politique de paix conséquente et active, au lieu de se rapprocher discrètement de l'OTAN, ce qui n'est rien d'autre qu'une promesse vide de davantage de sécurité qui entache la crédibilité de notre pays en tant qu'Etat neutre.

Autre décision du Conseil fédéral en mars : la non-adhésion de la Suisse au TIAN, le traité de désarmement nucléaire le plus important actuellement. En ces temps de menace nucléaire,

cette décision est honteuse. En ne signant pas cet accord, le Conseil fédéral s'oppose par ailleurs à une décision parlementaire de 2019, où le législatif chargeait de gouvernement d'entamer le processus de signature et de ratification du TIAN. Ce deuxième exemple nous montre de nouveau l'importance d'une vraie discussion sur le rôle de la Suisse dans la politique de sécurité et les affaires étrangères.

### PAS D'EXERCICES DE DÉFENSE MUTUELLE AVEC L'OTAN

Nous aurons toutefois eu droit à une bonne nouvelle de la part du Conseil national, qui a décidé de ne pas autoriser l'armée à participer à des exercices de défense avec l'OTAN. En y participant la suisse se serait encore rapprochée davantage des structures militaires de l'OTAN, ce qui aurait remis en question sa neutralité. Malheureusement, le Conseil des Etats n'a pas suivi le National sur cette question. Nous n'avons donc toujours pas de ligne rouge claire sur la question de savoir à quel point la Suisse peut coopérer avec l'OTAN tout en restant militairement neutre.

### MANQUE DE DÉMOCRATIE AU DDPS

La création d'une commission d'étude sur la politique de sécurité par le DDPS est un autre exemple de la façon de procéder contestable de la Ministre de la défense. À l'origine, cette

commission devait livrer une analyse globale de la politique de sécurité en Suisse. Sa composition majoritairement bourgeoise et proche du DDPS, ainsi que ses méthodes de travail laissent toutefois penser qu'il s'agit là simplement d'un moyen de légitimer des décisions prises en amont et donc la stratégie pro-OTAN de Viola Amherd. Le DDPS manque donc de saisir une occasion de procéder à une véritable analyse indépendante de l'orientation de la politique suisse de sécurité.

### LES CHIMÈRES D'UN RAPPROCHEMENT AVEC L'OTAN

Les arguments en faveur d'un rapprochement avec l'OTAN se basent souvent sur des présuppositions peu réalistes et sur des illusions. Celles-eux qui défendent ce rapprochement prétendent souvent que c'est une façon d'augmenter la sécurité de la Suisse. Ce faisant, ils ignorent le fait que, par le passé, la neutralité a été positive pour la Suisse. En se rapprochant de l'OTAN, la Suisse pourrait se retrouver empêtrée dans des conflits internationaux, ce qui endommagerait sa crédibilité. C'est pour cette raison que le GSSA tient à mettre en garde contre ces chimères et demande un retour à la politique de neutralité.

Les débats actuels autour de la politique de sécurité esquissent grosso modo deux scénarios d'avenir : l'adhésion à l'OTAN ou une Suisse sans armée qui s'engage pour une politique de paix active. L'histoire et la situation géopolitique actuelle plaident clairement pour le deuxième scénario. Abandonner la neutralité est impen-

sable d'un point de vue de la Realpolitik, tant elle fait partie intégrante de la Suisse. Il semble donc plus réaliste qu'une Suisse sans armée s'engage pour un droit international fort et pour un monde sûr et stable. Cette Suisse sans armée investirait ses ressources pour la paix et contribuerait ainsi fortement à la prévention civile des conflits et aux efforts de maintien de la paix. Ainsi, elle augmenterait non seulement la sécurité à l'intérieur du pays, elle contribuerait également activement au maintien de la paix dans le monde.

En conclusion, il est inquiétant de voir à quel point Viola Amherd agit de façon peu démocratique. Il est en effet essentiel que la population et le parlement soient impliqués dans des décisions de cette envergure. Nous demandons donc un débat ouvert et transparent sur la situation sécuritaire et que l'analyse des menaces soit enfin abordée de façon neutre.

ECOPEACE

## L'espoir d'EcoPeace

**Le mélange du top down et du bottom up dans la protection de l'environnement : le concept d'EcoPeace au Moyen-Orient.** NOËMI HOLTZ

La Jordanie et Israël se sont mis d'accord en 2023 pour coopérer dans le domaine de l'approvisionnement en eau et en électricité, mais la signature du contrat a été victime de la folie de la guerre à Gaza. Cela aurait été un excellent projet : La Jordanie aurait produit de l'électricité solaire dans ses vastes déserts et aurait fourni à Israël l'électricité nécessaire à ses usines de dessalement, Israël fournissant en échange de l'eau à la Jordanie sèche. Dans ce contrat, les deux États auraient repris les propositions d'une collaboration de plusieurs décennies entre scientifiques environnementaux jordaniens, palestiniens, égyptiens et israéliens, qui travaillaient résolument sur un pied d'égalité. La non-signature a également fait perdre de vue que la « justice » doit aussi s'orienter sur les besoins des personnes sur place et non sur l'idéologie.

Le contexte : le Proche-Orient se réchauffe plus que d'autres régions – avec des conséquences catastrophiques. Cette constatation a conduit des scientifiques de l'environnement jordaniens, des Palestiniens des territoires occupés, des Israéliens et des Jordaniens à collaborer entre eux en 1994 à Taba (Égypte). Ils ont fondé EcoPeace.

L'objectif de la coopération : faire progresser la protection de l'environnement dans toute la région pour le bien de l'homme et de la nature, en particulier dans le contexte de l'approvisionnement en eau et de la protection des eaux. L'amélioration de l'approvisionnement en eau devait réduire les conflits et renforcer la protection de l'environnement.

Même pendant l'Intifada, EcoPeace a réussi à développer des stratégies pour préserver la qualité de l'eau (traitement des eaux usées et des déchets) dans la région du mont Aquifer (l'Aquifer est la chaîne de montagnes en Cis-jordanie qui est importante pour l'approvisionnement en eau de tous). Ils les ont proposés aux communautés et ont encouragé leur mise en œuvre. En particulier en période d'escalade de la violence, EcoPeace a su concevoir des projets proches des besoins de la population et ainsi instaurer la confiance. Concrètement, tous se sont mis d'accord pour nettoyer le Jourdain, renaturer certains endroits et préserver l'affluent de la mer Morte, qui menace de s'assécher. Ils ont construit des centres de formation le long du Jourdain, dans lesquels les jeunes des deux

parties ont appris les enjeux de la protection des eaux. Ils ont ensuite mis cela en pratique ensemble.

L'un des fondateurs, Gidon Bromberg, écrit à ce sujet :

« Avant même le déclenchement de la deuxième Intifada en 2001, EcoPeace a réalisé que les intérêts à moyen et long terme n'étaient pas suffisamment pertinents au milieu de la violence croissante, de la perte d'espoir et de confiance, et qu'il fallait s'occuper des préoccupations immédiates des gens .... Alors que le financement du projet *Good Water Neighbors* était enfin assuré fin 2000, le nouveau projet communautaire transfrontalier a failli être annulé lorsque la violence a éclaté en 2001 »

EcoPeace a toutefois réussi à convaincre les bailleurs de fonds qu'une coopération au niveau communal était possible.... Il comprenait initialement 11 municipalités – 5 palestiniennes, 5 israéliennes et 1 jordanienne – et est passé aujourd'hui à 26 municipalités – 9 palestiniennes, 8 israéliennes et 9 jordaniennes, grandes villes et petits villages. (par exemple aussi Jenin).

Au fil des années, EcoPeace a été de plus en plus attaqué par les deux parties au conflit. Ses activités ont été qualifiées d'escroquerie, la coopération israélo-arabe de collaboration. Elle servirait les intérêts de « l'autre partie ». Malgré

tout, EcoPeace fait ce qui est réalisable à chaque fois : En ce moment, ils s'engagent pour l'approvisionnement en eau et en nourriture dont les habitant-es de Gaza ont un besoin urgent.

Une collaboration renforcée dans le domaine de l'approvisionnement en eau et en électricité a un effet positif important. L'effet de désescalade est judicieux pour toutes les parties : Elle doit être soutenue par des organisations de la société civile, surtout en temps de crise. Le financement pour une telle construction de la paix par la société civile – comme EcoPeace – est actuellement réduit en Suisse, car le budget de la coopération internationale (CI) doit être dépensé à la place pour une pseudo-sécurité militaire.

### LA LUEUR D'ESPOIR :

EcoPeace a été nommé en janvier 2024 comme candidat au prix Nobel. L'idée centrale est donc arrivée au niveau international. Elle est également mise en œuvre dans d'autres régions du monde, par exemple en Inde-Pakistan ; au Kosovo-Herzégovine et dans la région MENA (Afrique du Nord). EcoPeace continue également au Proche-Orient avec sa propre expérience entre top down et bottom up.

## LA DERNIÈRE

PLAINTÉ À LA SRF

## À la recherche du journalisme perdu

**Le 16 août 2024, Thomas Süssli, le chef de l'armée était l'invité de l'émission EcoTalk sur SRF. Pendant 36 minutes, il a pu présenter sa propagande sur le surarmement, sans interruption. Cela ne ressemble plus vraiment à du journalisme. C'est pourquoi, nous avons déposé une réclamation auprès de SRF.** JORIS FRICKER

En soi, le fait que des Conseiller-ères fédérales ou d'autres personnalités importantes apparaissent à la télévision « étatique » n'a rien d'extraordinaire. Les journalistes formulent alors des questions (très) à leur rencontre, surtout lorsque l'on parle de dossiers brûlants,

comme cela aurait dû être le cas pour une interview avec le chef de l'armée. Thomas Süssli, véritable star de l'armée depuis le début de la guerre en Ukraine était invité dans l'émission EcoTalk pour parler du financement de l'armée ou du taux de femmes dans l'armée, des sujets

somme toute plutôt délicats. Reto Lipp, journaliste aguerri, a pourtant fait pâle figure. Il a raté l'occasion d'impliquer des voix critiques qui, comme nous, remettent en question ce surarmement démesuré sans analyse sobre des menaces en préparant le terrain pour lui à de multiples reprises et en ne réfutant pas certaines affirmations. Thomas Süssli, par exemple, a avancé que le service civil était responsable des prétendus sous-effectifs de l'armée. Il a également avancé que selon lui, le problème

du sexisme à l'armée disparaîtrait s'il y avait plus de femmes dans l'armée, ou, dit autrement, plus les femmes sont nombreuses à l'armée, moins les hommes oseront être sexiste. On pourrait se demander pourquoi les hommes sont sexistes dans notre société et dans quelle mesure l'armée encourage le sexisme. Mais le journaliste a décidé de laisser passer cette affirmation sans broncher. Bref, cette émission était un désastre, mais elle aura certainement eu un impact non-négligeable sur le public. C'est pour cette raison que nous avons déposé une réclamation auprès de SRF. Affaire à suivre.

SECRETARIAT

## Au revoir, Jonas et bienvenue Marco !

**L'automne s'installe lentement mais sûrement et ce changement de saisons apporte son lot de changements au sein de l'équipe du secrétariat de Berne. Nous devons en effet dire au revoir à Jonas Heeb, notre collaborateur de longue date, mais avons la chance d'accueillir Marco Piffaretti dans l'équipe.** FABIO BRIANTE

Pendant plus de trois ans, Jonas Heeb s'est engagé corps et âmes au sein du GSSA pour une politique pacifiste. Il n'a eu de cesse de lutter contre la folie de l'armement des partis bourgeois. Jonas a également fait en sorte que les voix antimilitaristes et pacifistes soient entendues, tant dans ses articles bien fouillés que dans des manifestations publiques. Dans son travail, il a su mettre à profit son assurance ainsi que ses con-

naissances politiques et historiques. Plus encore, il a enrichi notre quotidien avec son ouverture d'esprit, sa sociabilité et sa bonté.

Aujourd'hui, Jonas quitte ses fonctions de secrétaire politique au GSSA pour se consacrer pleinement à son master. Nous lui souhaitons tout le meilleur pour la suite et le remercions de tout cœur pour son engagement extraordinaire.

Depuis début octobre, Marco Piffaretti fait partie de l'équipe de Berne. Nous nous réjouissons de pouvoir profiter de ses expériences précieuses au sein du secrétariat. En effet, avant de rejoindre le GSSA, Marco a travaillé en tant que digital campaigner pour Greenpeace Suisse. Avant cela, il a suivi le cursus de European Global Studies avec une spécialisation en droits humains. Il est également responsable de la campagne pour le droit de vote des étrangers-ères à Bâle. Que ce soit en tant que responsable de campagnes et de projets numériques, dans leur mise en œuvre ou dans le renforcement du journalisme d'investigation, Marco dispose de con-

naissances et compétences précieuses dans de nombreux domaines.

Nous sommes ravi-es d'accueillir Marco au sein du secrétariat et lui souhaitons la bienvenue au GSSA !



Jonas Heeb



Marco Piffaretti

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



## TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux Shalom / Salaam				Fr. 12.-	
	<b>Frais de port</b>					<b>Fr. 4.80</b>
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

No

NPA

Lieu

Tél.

E-mail